

que le service consultatif de la *Federal Power Commission* de Washington a fait rapport directement à la FPC accusant la *Trans-Canada Pipe Lines* de mensonge et de présentation erronée des faits dans ses exposés au gouvernement canadien il y a quelques mois, le ministre pourrait-il expliquer à la Chambre exactement ce qui se passe dans ces audiences concernant la proposition relative à ce pipeline.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): C'est exactement cela, monsieur l'Orateur; le service consultatif a le droit et, sauf erreur, le devoir de présenter des opinions à la *Federal Power Commission*. Mais tout le monde sait aussi que cette commission n'est pas obligée d'agréer ces opinions. De fait, elle les rejette souvent.

M. Thompson: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Je sais très bien qu'il s'agit d'un rapport interne; mais l'importance d'une accusation comme celle-là retentit sûrement sur le gouvernement, et nous avons le droit de savoir si l'exposé présenté au gouvernement par la *Trans-Canada Pipe Lines* est bien comme on le dit.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La parole est au député de Kamloops (M. Fulton).

[Plus tard]

M. M. W. Martin (Timmins): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et découle de celle du député de Red-Deer. Comme on a prétendu que la société aurait présenté les faits de façon erronée, je me demande si le ministre a examiné la question, pour voir si la même chose ne se serait pas produite quant aux conseils qu'il a reçus. Étant donné la répercussion probable et grave d'une telle allégation, je voudrais également demander au ministre si le gouvernement essaie de trouver un autre moyen de fournir du gaz à l'Est du Canada, par exemple par une dérivation de la ligne septentrionale.

L'hon. M. Pepin: Pour ce qui est de la première partie de la question, savoir s'il y a eu malveillance ou si la *Trans-Canada Pipe Lines* a présenté des faits authentiques, le député ferait bien, je pense, de consulter mes dossiers, qu'il a actuellement entre les mains vu qu'ils ont été déposés à la Chambre.

M. Martin: C'est justement ce qui a fait naître mes soupçons.

L'hon. M. Pepin: Les opinions du député sont bien connues ici et à Washington également, je suppose.

[M. Thompson.]

Néanmoins, c'est le gouvernement qui a jugé des exposés de la *Trans-Canada Pipe Lines* dans le cas actuel, et il les a trouvés exacts. L'Office national de l'énergie a fait de même et a tiré la même conclusion. Naturellement, la *Federal Power Commission* des États-Unis a le droit de juger différemment de la chose, un point c'est tout.

LES FINANCES

L'ASSURANCE-DÉPÔT ET LES TRÉSORIERES PROVINCIAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. E. D. Fulton (Kamloops): Monsieur l'Orateur, je voudrais revenir à la question sur laquelle on a interrogé le ministre des Finances tantôt. Le ministre profitera-t-il de la présence des trésoriers provinciaux pour tenter d'en arriver à une entente avec eux sur la mesure relative à l'assurance-dépôt, car cette question se fait de plus en plus pressante aux séances du comité des banques?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, les consultations à ce sujet sont terminées pour le moment et la mesure a été rédigée, mais pas encore sous la forme que nous jugeons satisfaisante pour la présenter à la Chambre. C'est l'unique raison du retard. Il n'est pas nécessaire de poursuivre les consultations en ce moment.

LES FAILLITES

LA «NORTH AMERICAN GENERAL INSURANCE COMPANY»—DEMANDE DE MISE AU POINT

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. W. Monteith (Perth): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Étant donné que nombre de compagnies d'assurance canadiennes fort réputées et solides ont considéré la déclaration qu'il a faite hier à la Chambre et à l'extérieur, comme une injustice grave portant atteinte à leur position dans le monde financier, je me demande s'il voudrait faire une mise au point quant à ce qu'il a voulu dire?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je regrette qu'il semble y avoir quelques malentendus au sujet de ce qui s'est passé hier à la Chambre. Sauf erreur, le *Star* de Montréal a rapporté en manchettes que la *North American Life*